

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE



E/CN.14/UAP/82  
13 octobre 1966

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Séminaire sur l'Administration du  
Personnel et la Formation  
Ouagadougou, 21 novembre - 3 décembre 1966

REGIMES D'EPARGNE-BOURSE ET D'ASSURANCES-BOURSES

# REGIMES D'EPARGNE-BOURSE ET D'ASSURANCES-BOURSES<sup>1/</sup>

Le Séminaire organisé par la Commission économique pour l'Afrique ayant inscrit parmi les sujets à son ordre du jour "La formation et les avantages sociaux des fonctionnaires" il apparaît utile de l'informer des travaux actuellement en cours pour doter la Haute-Volta de Régimes d'épargne-bourse et d'assurances-bourses.

Ces deux régimes sont destinés à permettre la prise en charge d'une grande partie des frais d'internat dans les établissements secondaires, par les parents d'élève lorsque ceux-ci sont salariés ou titulaires de revenus suffisants.

L'augmentation des charges financières de l'Etat est en effet telle que dans un proche avenir les enfants appartenant à cette catégorie de la population seront exclus du bénéfice des bourses d'internat.

Il est apparu nécessaire, en conséquence, de trouver des modalités rendant supportables par les titulaires de revenus moyens cette charge nouvelle. C'est cette recherche qui a abouti à la définition des régimes d'épargne et d'assurances-bourses que le Gouvernement voltaïque a adopté dans leurs grandes lignes.

Ces institutions compléteront l'éventail des avantages sociaux, prestations familiales, réparation des accidents du travail, retraite vicillesse dont bénéficient les salariés voltaïques. Concernant d'abord par définition les mieux rémunérés de ces salariés, elles s'adresseront en priorité aux agents de l'Etat qui sont, dans ce pays les travailleurs les plus favorisés.

Considérées sous l'angle de la formation des fonctionnaires, elles joueront un rôle important : en effet en l'état actuel de l'évolution économique de ce pays la plupart des étudiants se destinent à l'Administration. L'adoption des régimes d'épargne et d'assurances-bourses aura donc

---

<sup>1/</sup> Préparé par M. André Boutin, Conseiller technique auprès du Ministre du travail et de la fonction publique de la République de Haute-Volta.

pour résultat de susciter de nouvelles sources de financement destinées à couvrir une partie des dépenses de formation des cadres de la Fonction publique.

Quels seraient les principes généraux de fonctionnement de chacun de ces deux régimes ?

#### A. REGIME D'EPARGNE BOURSE

Les parents "achèteraient à crédit" la bourse dont pourrait bénéficier plus tard leur enfant.

Le montant des échéances serait calculé en fonction des éléments suivants :

- 1) Situation scolaire de l'enfant, au moment de la souscription, sur sa tête, d'un livret "Epargne-bourse", cette souscription devant toujours être antérieure au début des études à couvrir.
- 2) Nature du cycle d'études couvert par le souscripteur (en principe, études secondaires).
- 3) Nécessité de faire coïncider la dernière échéance avec la fin normale des études.

Le montant des échéances serait, en outre, indexé sur le montant moyen de l'internat, dans le cycle d'études considéré.

Les possibilités suivantes seraient offertes aux souscripteurs :

- a) Rapport du livret d'épargne-bourse sur la tête d'un autre de leurs enfants, en cas d'échec (ou de décès) du premier.
- b) Récupération des capitaux placés, en cas d'impossibilité majeure s'opposant à la poursuite des études envisagées (décès ou échec).

Si la cause de l'impossibilité survenait en cours d'études, les dépenses d'internat reversées à l'Etat par l'organisme chargé de la gestion du régime Epargne-bourse, seraient évidemment défalquées du capital au remboursement duquel pourrait prétendre le souscripteur.

Les capitaux placés pourraient rapporter un petit intérêt.

#### B. REGIME ASSURANCES-BOURSES

Les enfants scolarisés dans le cycle primaire ont actuellement, un pourcentage de chance variable, en fonction de la classe dans laquelle ils se trouvent :

- d'être admis à l'examen d'entrée en sixième
- de poursuivre leurs études jusqu'au Brevet
- de poursuivre leurs études jusqu'au Baccalauréat
- de poursuivre avec succès des études supérieures.

Ce pourcentage de chance devrait pouvoir être assimilé à un risque, au sens où l'entendent les assureurs.

A partir de ce principe, il serait possible de proposer aux parents divers types de contrats d'Assurances-bourses.

Les primes seraient calculées d'après les éléments déjà définis à propos du régime Epargne-bourse : leur montant toujours très inférieur à celui des échéances des livrets d'Epargne-bourse, varierait, évidemment, en fonction des chances de l'élève, évaluées statistiquement, de poursuivre avec succès les études considérées.

Il serait possible de prévoir, en cas d'échec ou de décès de l'enfant titulaire du contrat Assurances-bourses, le rapport successif dudit contrat sur les têtes des autres enfants nés du même père, le montant des primes étant alors majoré en conséquence.

Les primes étant toujours acquises à l'organisme assureur, en cas d'échec survenant à un moment quelconque du cycle d'études couvert par le contrat, leur montant, assez bas, serait à la portée des petits salariés.

Deux questions restent à envisager :

- 1) Quel organisme pourrait être chargé de la gestion des régimes "Epargne-bourse" et "Assurances-bourses" ?

- 2) Quelles seraient, dans leurs grandes lignes, les dispositions réglementaires à prendre, pour permettre à l'expérience de se dérouler dans de bonnes conditions ?

#### I. CHOIX DE L'ORGANISME CHARGE DE LA GESTION DES DEUX REGIMES PROPOSES

Il semble que deux institutions soient actuellement en mesure, en Haute-Volta, d'assumer cette fonction : la Banque nationale de développement ou la Caisse de prévoyance sociale.

Pour garantir le reinvestissement en Haute-Volta de l'épargne ainsi canalisée, il convient en effet, d'exclure à priori les Compagnies d'Assurances privées, de la gestion de ces régimes. (Les investissements réalisés, à partir de cette épargne, devraient être dirigés vers les secteurs de l'économie susceptibles d'absorber ultérieurement le plus de cadres : le développement de ces régimes accroissant le nombre des élèves et étudiants il serait logique que les capitaux épargnés, en vue de leur formation, concourent à créer des débouchés).

#### II. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES A PRENDRE

Il serait de l'intérêt évident de l'Etat de recueillir le plus grand nombre possible de souscriptions aux régimes Epargne et Assurances-bourses.

Pour ce faire :

- 1) Les conditions d'attribution des bourses voltaïques devraient être révisées : il serait entendu que pour compter de 1969, par exemple, aucune bourse ne serait plus accordée aux enfants dont les parents sont titulaires d'un revenu brut familial égal ou supérieur à un chiffre donné (le recours à la notion de revenu imposable nous paraît difficilement utilisable : elle permettrait trop de dispenses).

La rigueur de cette règle serait atténuée de la façon suivante : les revenus dépassant le plafond fixé seraient classés en tranches. Les titulaires d'un revenu appartenant à la première de

ces tranches pourraient obtenir une bourse nationale si un autre de leurs enfants était déjà scolarisé grâce à un livret d'Epargne-bourse ou à un contrat d'Assurances-bourses.

Pour la deuxième tranche de revenu, les parents ne pourraient obtenir de bourse nationale, pour l'un de leurs enfants, que si deux de leurs enfants étaient déjà scolarisés grâce aux régimes ici étudiés.

- 2) Les parents ayant souscrit à l'un des deux régimes, Epargne-bourse ou Assurances-bourses, devraient avoir la certitude, qu'en cas de succès aux examens ou concours réglementaires et sous réserve de son aptitude médicale, leur enfant trouverait une place dans un établissement du cycle d'études stipulé au livret ou au contrat d'Assurances.
- 3) Les enfants poursuivant leurs études grâce à leur contrat d'Assurances-bourses ou à leur livret d'Epargne-bourse, seraient libres de leur orientation future, alors que les enfants titulaires d'une bourse nationale recevraient une orientation impérative.

Une publicité importante devrait être faite autour de cet avantage particulier.

Comme on le voit les travaux entrepris en cette matière n'ont guère à cette date dépassé le stade des généralités et il appartient aux techniciens de définir les modalités pratiques de fonctionnement de chacun de ces deux régimes. Des réunions à ce sujet vont avoir lieu incessamment. Nous espérons qu'elles seront couronnées de succès et que les institutions qui viennent d'être présentées pourront être mises en place dans le courant ou à la fin de l'année 1967.

- - - - -